



La Commune



Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble des prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie prenante de l'engagement du peuple basque vers le socialisme. Toutefois, le mouvement indépendantiste est divisé sur la méthode à appliquer : lutte de classe ou collaboration avec les représentants de la droite ?



Dans la rue le 26 novembre

Le Mouvement pour l'Amnistie a appelé le samedi 26 novembre à Bilbao à une manifestation en faveur des prisonniers politiques basques. Plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées dans la rue pour réclamer l'amnistie. Cette revendication est soutenue par différents collectifs des deux côtés de la frontière. Elle est également soutenue par de nombreux anciens prisonniers politiques basques ainsi que des personnes encore détenues ou en exil. Les prisonniers politiques qui soutiennent l'amnistie mènent une grève tournante de la faim en faveur des revendications portées par le Collectif des prisonniers politiques basques (EPPK) et en particulier pour la libération de celles et ceux gravement malades et détenus par les États français et espagnol. Cette grève dure maintenant depuis plusieurs mois et est soutenue par le *Mouvement pour l'Amnistie* qui garde sa spécificité quand il rappelle que l'amnistie est la seule revendication à affirmer clairement comme un élément de la construction d'*Euskal Herria*¹. Cette réaffirmation semble nécessaire dans le milieu indépendantiste aux vues des différentes conceptions d'aborder la lutte pour leur indépendance.

Sorties « au cas par cas » ou amnistie générale ?

Saioa Sanchez Iturregi, prisonnière politique incarcérée à Roanne, décrit les deux stratégies en opposition : « D'un côté il y a le choix pour les sorties individuelles et à l'intérieur de ce choix figure le profil qu'exigent de nous les États, accepter les conditions définies par le juge en échange de notre liberté et museler notre lutte en lui enlevant la légitimité qui lui correspond. De cette manière, les sorties individuelles, loin d'être une sortie pour quiconque, attaquent directement l'unité entre les prisonniers et prisonnières politiques basques, facilitant la différenciation entre «bons» et «mauvais». La liberté qui punit la lutte est une fausse liberté. D'un autre côté, lutter pour l'amnistie amène à ne pas respecter la ligne officielle, en plus d'être punis par l'État espagnol, au sein de notre peuple, c'est devenu une raison d'exclusion. Mais apparemment, le problème n'est pas l'amnistie mais la lutte pour elle. Quelqu'un voudrait nous faire croire que sans lutte ils accepteraient l'amnistie pour les prisonniers et prisonnières politiques basques ». Saioa pose clairement le problème du chemin à suivre pour mener les mobilisations et les luttes pour aboutir à la libération sans

condition de l'ensemble des prisonniers et le retour de tous les exilés. Dans la période, deux logiques s'affrontent : d'un côté une intervention vers les travailleurs du Pays Basque pour l'amnistie et le socialisme exprimant très clairement que ce combat ne triomphera que dans le cadre de la lutte de classes et de l'autre une tactique d'alliance avec des éléments de la droite et des revendications « acceptables » pour ces représentants de la bourgeoisie.

Quelle unité, avec qui et pourquoi ?

Le Pays-Basque nord est le théâtre de ces logiques opposées face aux revendications à porter pour la libération des prisonniers. À ce jour, se constitue un pôle politique en relation étroite avec le Mouvement pour l'Amnistie. Il porte les mêmes mots d'ordre et se réclame du socialisme et de l'internationalisme. Il est constitué de groupes de militants abertzale qui ont décidé de travailler ensemble afin de porter une autre parole que ce qui se prétend comme « officielle » et donc « représentative » du milieu indépendantiste. Les « officiels » se regroupent autour de l'association *Bagoaz*, proche politiquement de *Sortu*. Depuis maintenant un certain temps, ils sont à l'origine de manifestations de soutien aux prisonniers, ce que nous félicitons, mais en gommant le caractère de classe de la mobilisation. Ils pensent que pour faire avancer ces revendications, les prisonniers ont besoin du soutien le plus large, politiquement parlant. Ce qui amène à trouver en tête de manifestation des représentants de la droite locale, et les députés PS, qui comme chacun le sait ont voté des deux mains la mise en place de l'état d'urgence et, bien évidemment, soutenu toutes les turpitudes du gouvernement Hollande. S'y retrouve également le candidat *NPA* aux côtés du maire de droite de Bayonne qui au terme d'une manifestation déclarait : « *quand ils [les prisonniers] seront rapprochés de chez eux ils pourront finir de purger leurs peines* ». On comprend mieux pourquoi dès lors le mot d'ordre d'amnistie passe à la trappe. Les prisonniers et exilés n'ont rien à gagner dans ce petit jeu de dupe qui permet à chacun de garder bonne conscience.

Francis Charpentier,
07-12-2016

1. Euskal Herria : Pays Basque

Modifié le samedi 10 décembre 2016

Voir aussi dans la catégorie Pays Basque



Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble des prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie... >>

Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta... >>



Le Mouvement pour l'Amnistie et contre la répression ...Et la compromission

Le mouvement abertzale 1 de gauche est divisé sur la question des prisonniers et exilés politiques. Le nouveau Mouvement pro- Amnistie et contre la Répression conteste la politique menée par la... >>

Les élections générales viennent d'avoir lieu au Royaume d'Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue avant tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en... >>

Quarante ans après l'exécution de Txiki et Otaegi(1), la répression continue

Les États français et espagnols n'ont de cesse de traquer les militants politiques basques, les arrestations se multiplient des deux côtés de la frontière. Les polices travaillent main dans la... >>

Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l'État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont... >>
